

## ACTUALITE

### Nommé à titre intérimaire à la tête de la Sonatrach, Saïd Sahnoun est le 5<sup>ème</sup> PDG de la compagnie depuis le début 2010

Jusqu'à il y a quelques jours vice-président chargé de l'activité Amont (exploration, développement et exploitation des hydrocarbures) à la **Sonatrach**, M. **Saïd Sahnoun** a été nommé PDG par intérim de la compagnie nationale à la fin juillet, juste avant la publication de ce numéro de **Pétrole et Gaz Arabes**. Vétéran de la société et spécialiste des questions d'exploration-production, le cœur de la Sonatrach comme celui de toutes les grandes compagnies pétrolières internationales, M. Sahnoun devra gérer une période de transition dont la durée restait indéterminée au moment de notre publication.

Quoi qu'il en soit, on peut relever que, depuis le tout début janvier 2010, soit en quatre ans et sept mois, M. Sahnoun est la cinquième personne à occuper le fauteuil de PDG de la Sonatrach, qui semble parfois se transformer en siège éjectable. Au début janvier 2010, M. Mohamed Meziane vivait ses derniers jours dans cette fonction prestigieuse avant de tomber dans le maelstrom policier, judiciaire et politique qui allait marquer le commencement de la phase officielle des scandales de la Sonatrach. Pour lui succéder, M. Abdelhafid Feghouli, alors vice-président de l'activité Aval, était appelé à la rescousse à titre intérimaire [il devait lui aussi être rattrapé par les scandales un peu plus tard]. Nommé PDG en janvier, il laissait la place le 3 mai 2010 à M. Nordine Cherouati. Celui-ci était à son tour remplacé en novembre 2011 par M. **Abdelhamid Zerguine**, qui vient d'être limogé. L'actuel ministre de l'Energie, M. Youcef Yousofi, est en place depuis le 28 mai 2010 après avoir remplacé M. Chakib Khelil .

#### Les cinq priorités stratégiques de M. Zerguine pour la Sonatrach

Après sa nomination à la tête de la Sonatrach, M. Abdelhamid Zerguine avait fixé à la société nationale cinq priorités stratégiques : l'intensification de l'exploration, le développement d'une base pétrochimique de classe mondiale, le renforcement des capacités du groupe Sonatrach en matière de services pétroliers, le maintien et la rénovation/modernisation des installations de production et l'amélioration des processus internes de management dans tous les domaines.

Cela faisait de très nombreux mois que des rumeurs bruissaient à Alger sur le départ de M. Zerguine. On avait d'abord évoqué une possible sanction après la tragédie d'**In Amenas** [projet d'exploitation gazière géré par la Sonatrach, **BP** et **Statoil** – voir Actualité dans notre édition du 1<sup>er</sup> février 2013] en janvier 2013. Des divergences avec le ministre de l'Energie sur la politique gazière ou sur la valorisation des gaz de schiste ont aussi été mises en avant. D'autres encore estiment que l'ancien PDG paie le prix de son insistance à ne pas permettre des ingérences dans la gestion de l'entreprise. Sans oublier l'hypothèse de la conséquence de tensions sociales à l'intérieur de la Sonatrach, notamment dans le sud du pays. Ces explications diverses ne sont d'ailleurs pas incompatibles entre elles.

En attendant de savoir qui sera nommé PDG de plein exercice du groupe Sonatrach, il serait judicieux de débattre sans tabous du profil recherché, des priorités et objectifs assignés à cette personnalité fort importante pour l'Algérie et de ses relations avec le ministère de l'Energie et les autorités algériennes. Les textes existent, bien sûr, mais, dans ce domaine comme dans d'autres, ils ne sont pas tout et ne disent pas tout. Le temps est venu de tirer les conséquences de la pratique de la période récente qui a été fort tumultueuse et, donc, riche d'enseignements.

Francis Perrin

#### **Abdelhamid ZERGUINE** Ancien PDG de la Sonatrach

Ingénieur de formation, **Institut Algérien du Pétrole** (1976). A ensuite occupé plusieurs postes de responsabilité dans le secteur des hydrocarbures, notamment ; Président Directeur Général de l'**Entreprise de Génie Civil et du Bâtiment** (ENGCB) ; Vice-président de **Sonatrach** chargé de l'Activité Transport par canalisations ; Directeur exécutif chargé des activités internationales de Sonatrach ; Administrateur-gérant de **Samco**, filiale de Sonatrach et d'**Eni**, basée à Lugano (Suisse) ; PDG de la Sonatrach du 17 novembre 2011 à la fin juillet 2014.

## Pour l'OPEP, 2013 aurait été la deuxième meilleure année en termes de revenus provenant des exportations pétrolières

Selon l'**Energy Information Administration** (EIA), qui fait partie du **département de l'Énergie des États-Unis** (U.S. DOE), les revenus nets des pays **OPEP** hors **Iran** provenant des exportations pétrolières ont totalisé **\$826 milliards** en 2013 et **\$387 milliards** sur les six premiers mois de 2014 (voir tableaux page suivante). L'EIA n'a pas pris en compte l'Iran, l'un des 12 États membres de l'organisation, car elle estime qu'il est particulièrement difficile d'estimer les revenus pétroliers de ce pays.

Par rapport à 2012, un exercice marqué par des revenus nets évalués à **\$888 milliards** (hors Iran), l'EIA relève une baisse de 7% en raison d'une diminution de 3% des prix du **Brent** et d'une moindre production de l'OPEP l'an dernier, surtout du fait des problèmes politiques et sécuritaires en **Libye**. Cela dit, 2013 est la deuxième meilleure année pour l'OPEP en termes de revenus pétroliers devant 2011 (\$806 milliards, selon la même source et toujours en excluant l'Iran). En termes réels (dollars 2013) et non plus nominaux, le résultat de 2011 (\$835 milliards) était légèrement meilleur que celui de 2013. Sur cette même base, les revenus nets en 2012 étaient de \$901 milliards.

En 2013, les revenus pétroliers nets de l'**Arabie Saoudite** étaient estimés par l'EIA à **\$274 milliards**, soit 33,2% du total OPEP hors Iran. Le royaume précédait de loin le **Koweït** (**\$92 milliards**), l'**Irak** (**\$86 milliards**), le **Nigeria** (**\$84 milliards**), le **Venezuela** (**\$62 milliards**), l'**Algérie** (**\$60 milliards**) et les **Émirats Arabes Unis** (**\$53 milliards** – ce dernier chiffre est étonnamment faible, NDLR).

### \$2 520 par habitant en moyenne mais des variations de revenus considérables

En 2013, les revenus nets des pays OPEP provenant des exportations pétrolières étaient en moyenne de **\$2 520 par habitant**. Comme toute moyenne, celle-ci dissimule des variations considérables entre le Nigeria (\$538 par habitant) ou l'**Équateur** (\$736 par habitant) et le **Qatar** (\$40 943/habitant) ou le Koweït (\$29 949/habitant). En valeur nominale, dans la période récente, les années 2012 (\$2 766/hab.), 2011 (\$2 562) et 2008 (\$2 529) étaient supérieures à 2013. En valeur réelle (\$2013), le classement est légèrement différent avec 2012 (\$2 806), 2008 (\$2 737), 2011 (\$2 654) et 2013 (\$2 520) mais il ne faut pas oublier que, sur ce point, la meilleure période demeure la fin des années 1970 et le début des années 1980, au moment du second "choc" pétrolier, avec \$3 500 en 1980, \$3 037 en 1979 et \$2 710 en 1981, toujours selon les estimations de l'EIA en dollars 2013.

Pour 2014 et 2015, les projections de l'EIA (toujours hors Iran) sont de **\$774 milliards** (-6,3% par rapport en 2013) et de **\$723 milliards** respectivement. L'EIA pense en effet que les prix du pétrole vont baisser et que la production de l'OPEP sera réduite en raison de la hausse importante attendue de la production non-OPEP, en particulier des **États-Unis** d'ailleurs, sur 2014-2015.

### Les chiffres publiés par l'OPEP sont très différents de ceux de l'EIA

Les données publiées par l'EIA ne correspondent pas forcément, et parfois pas du tout, aux chiffres publiés par l'OPEP et par les pays qui la composent ou estimés par d'autres sources pour ces États. En juillet, l'OPEP a publié son *Bulletin statistique annuel* pour 2014 et son estimation pour la valeur des exportations pétrolières de l'OPEP en 2013 est de **\$1 112 milliards**, contre \$1 208 milliards en 2012 et \$1 108 milliards en 2011. Pour l'an dernier, la part de l'Arabie Saoudite était de **\$322 milliards**, selon la même source. Suivaient les Émirats Arabes Unis (**\$126 milliards**), le Koweït (**\$108 milliards**), l'Irak et le Nigeria (**\$89 milliards** chacun) et le Venezuela (**\$86 milliards**). Pour l'Iran, l'OPEP avance un chiffre de **\$62 milliards**, en chute libre par rapport aux \$115 milliards et aux \$101 milliards évalués respectivement pour 2011 et 2012.

**Revenus nets provenant des exportations pétrolières**  
(milliards de dollars)

Pays	Revenus nominaux				Revenus réels*			
	2013	2014	2015	Janv.-Juin 2014	2013	2014	2015	Janv.-Juin 2014
Algérie	60	-	-	28	60	-	-	28
Angola	27	-	-	12	27	-	-	12
Equateur	11	-	-	5	11	-	-	5
Iran	-	-	-	-	-	-	-	-
Irak	86	-	-	46	86	-	-	45
Koweït	92	-	-	45	92	-	-	45
Libye	34	-	-	4	34	-	-	4
Nigeria	84	-	-	40	84	-	-	40
Qatar	42	-	-	21	42	-	-	20
Arabie Saoudite	274	-	-	130	274	-	-	127
EAU	53	-	-	26	53	-	-	25
Venezuela	62	-	-	30	62	-	-	29
<b>Total OPEP</b>	<b>826</b>	<b>774</b>	<b>723</b>	<b>387</b>	<b>826</b>	<b>760</b>	<b>697</b>	<b>380</b>

\*Dollars 2013.

Source : EIA, juillet 2014.

**Revenus nets par habitant provenant des exportations pétrolières**  
(milliards de dollars)

Pays	Revenus nominaux				Revenus réels*			
	2013	2014	2015	Janv.-Juin 2014	2013	2014	2015	Janv.-Juin 2014
Algérie	1 677	-	-	785	1 677	-	-	770
Angola	1 964	-	-	881	1 964	-	-	865
Equateur	736	-	-	365	736	-	-	358
Iran	-	-	-	-	-	-	-	-
Irak	2 706	-	-	1 405	2 706	-	-	1 379
Koweït	29 949	-	-	14 368	29 949	-	-	14 103
Libye	4 999	-	-	587	4 999	-	-	576
Nigeria	538	-	-	254	538	-	-	250
Qatar	40 943	-	-	19 815	40 943	-	-	19 449
Arabie Saoudite	8 939	-	-	4 184	8 939	-	-	4 107
EAU	9 736	-	-	4 576	9 736	-	-	4 492
Venezuela	2 165	-	-	1 038	2 165	-	-	1 019
<b>Total OPEP</b>	<b>2 520</b>	<b>2 316</b>	<b>2 121</b>	<b>1 164</b>	<b>2 520</b>	<b>2 273</b>	<b>2 044</b>	<b>1 143</b>

\*Dollars 2013.

Source : EIA, juillet 2014.

Les données publiées par l'OPEP sont essentiellement fondées sur les sources nationales et incluent, lorsque cela est possible, les exportations de produits pétroliers et, dans certains cas, celles de condensats et des autres liquides du gaz naturel. L'EIA a sa propre méthodologie, qui consiste à déduire les exportations pétrolières nettes pour chaque pays à partir des estimations de production et de consommation pétrolières publiées dans son *Short-Term Energy Outlook* (STEO). Lorsqu'un pays exporte diverses qualités de brut, l'EIA fait l'hypothèse que la proportion de chaque brut dans les exportations pétrolières nettes de ce pays est équivalente à sa part dans la production de cet Etat. Une autre hypothèse retenue par l'agence américaine est que le pétrole est vendu aux prix spot en vigueur à ce moment-là [l'une des raisons pour lesquelles l'EIA ne donne pas de chiffres pour l'Iran est justement que ce pays pourrait consentir des rabais pour exporter son brut, ce que Téhéran nie énergiquement – NDLR]. Bien qu'intéressante, cette méthodologie peut conduire à des estimations très différentes des chiffres "réels" [il reste évidemment à voir si les chiffres publiés par les pays OPEP et/ou par le secrétariat de cette organisation sont exacts – NDLR]. Comme souligné ci-dessus, l'estimation de l'EIA pour les EAU nous semble notamment très discutable.

En bref, il y a encore beaucoup de travail à faire pour arriver à des estimations plus fiables des revenus pétroliers des pays OPEP. Dans l'attente, les données publiées par l'EIA et par l'OPEP sont fort utiles même s'il faut les considérer avec une pincée de sel, voire un baril.

Francis Perrin

## L'Iran consolide ses exportations d'hydrocarbures en attendant mieux

L'Iran et les six pays qui négocient avec lui (les cinq Etats membres permanents du **Conseil de sécurité** et l'**Allemagne**) sur son programme nucléaire ont décidé de prolonger de quatre mois leurs discussions au-delà de la date du 20 juillet qui avait été fixée par l'accord de Genève de novembre 2013. Cette extension, qui n'est pas une surprise, montre que les deux parties estiment que les négociations sont sérieuses et qu'il y a une réelle possibilité d'aboutir avec un peu plus de temps, ce qui est un bon signe mais pas une garantie de succès.

Sur le plan des hydrocarbures, cette prolongation est une assez bonne nouvelle pour l'Iran même si le président Hassan Rohani et son gouvernement attendent beaucoup plus. A défaut d'accord définitif pour l'instant, ce qui ouvrirait la voie à la levée des sanctions économiques occidentales à l'encontre de Téhéran, le statu quo actuel permet de maintenir les avancées contenues dans l'accord de Genève, c'est-à-dire une suspension ou un allègement de certaines sanctions. Directeur des affaires internationales à la **National Iranian Oil Company** (NIOC), M. Mohsen Qamsari a estimé que les négociations en cours avaient permis d'éviter une chute de 20% des **exportations pétrolières** de l'Iran, celles-ci pouvant avoisiner **1 million de barils par jour** [voir dans cette rubrique Actualité les estimations de l'**OPEP** sur les revenus pétroliers de l'Iran].

M. Qamsari a aussitôt ajouté que ce n'était pas une situation optimale. Cité par l'agence officielle *Shana*, il a expliqué qu'un accord à court terme était comme un "*armistice*", ce qui signifie que la guerre n'est pas finie. Des ambiguïtés subsistent, ce qui handicape l'Iran pour ses ventes de pétrole car les questions de transport, de financement et d'assurance des cargaisons de brut sont des "*défis de long terme*". Un peu auparavant, à la mi-juillet, M. Qamsari avait souligné que le niveau des exportations de pétrole de l'Iran vers la **Chine** et vers l'**Inde** était "*normal*" depuis quelques mois, démentant ainsi des informations faisant état d'un déclin dans la période récente.

### L'Iran se prépare à exporter du gaz naturel vers l'Irak et maintient le contact avec le Pakistan

Pour le **gaz naturel**, l'Iran a confirmé que ses exportations vers l'**Irak** commenceraient vers le début de la prochaine année iranienne (donc à partir de mars 2015). Vice-ministre du Pétrole chargé des affaires internationales et du négoce, M. Ali Majedi a rappelé que le niveau initial serait de **7 millions de mètres cubes par jour** et qu'il passerait ensuite à **25 millions de mètres cubes/jour**. Evoquant un autre projet, qui s'apparente à un serpent de mer, M. Majedi a indiqué que l'Iran avait reçu du **Pakistan** une nouvelle proposition pour tenter de sortir de l'impasse sur les futures exportations gazières vers ce pays. M. Majedi n'a pas révélé le contenu de cette proposition qui vise à trouver des solutions pour accélérer la construction du tronçon pakistanais du gazoduc qui reliera les deux pays. La section iranienne est, elle, opérationnelle.

Autre enjeu important en termes d'exportations, la **pétrochimie**. Selon la **National Petrochemical Company** (NPC), les exportations de produits pétrochimiques ont augmenté de 6% sur le premier trimestre de l'année iranienne 2014-2015, qui a débuté le 21 mars dernier. La valeur de ces exportations aurait progressé de 13% sur la même période. Au cours de l'année 2013-2014, les exportations pétrochimiques de l'Iran étaient de **\$9 milliards** et l'objectif est d'accroître ce chiffre de 33% pour atteindre **\$12 milliards** cette année, un objectif fort ambitieux dans un aussi court laps de temps. La suspension des sanctions portant sur les exportations pétrochimiques est l'un des acquis de l'accord de Genève, qui a commencé à s'appliquer en janvier 2014.

### Les investisseurs étrangers sont les bienvenus pour South Azadegan

Au-delà de ces acquis provisoires que l'Iran est logiquement désireux de consolider, le pays entend développer ses capacités de production et d'exportation dans le moyen et le long terme. Pour le pétrole, l'un des gisements clés est **South Azadegan**, dont la capacité de production sera de **320 000 barils par jour** de brut à l'issue de la première phase de développement (plus 197 millions de pieds cubes de gaz par jour) et de **600 000 b/j** après la seconde phase. Comme expliqué précédemment par le **PGA**, Téhéran a mis dehors la société chinoise **CNPC** après avoir annulé son contrat mais le directeur général de la **Petroleum Development and Engineering Company (PEDEC)**, M. Abdorezza Haji-Hosseinejad, a précisé que la porte était ouverte aux investisseurs étrangers pour ce projet pour lequel la **NIOC** devrait avoir la responsabilité principale. Partagé avec l'Irak, South Azadegan fait partie des champs dont le développement est jugé hautement prioritaire par le **ministère du Pétrole**.

### Arash/Dorra, une autre pomme de discorde avec l'Arabie Saoudite

Sur un autre champ partagé, un gisement gazier cette fois-ci, **Arash** - appelé **Dorra** par le **Koweït** et **l'Arabie Saoudite** -, l'Iran a, par la voix de M. Majedi, estimé que l'Arabie Saoudite ne pouvait être partie à son développement et que l'affaire devait être réglée par l'Iran et le Koweït dans le cadre de négociations bilatérales. Il est peu probable que cette déclaration soit appréciée à Riyad. L'amélioration des relations entre l'Iran et les pays arabes du Golfe est pourtant l'une des priorités du président Rohani mais la route sera manifestement longue et difficile.

Francis Perrin

---

## DERNIERE MINUTE QATAR

### ❑ Golden Pass Products confie au groupement CB&I/Chiyoda les travaux FEED pour un terminal d'exportation de GNL

Le 30 juillet, **CB&I** et son partenaire **Chiyoda Corporation** (Chiyoda) ont annoncé la signature d'un contrat portant sur la réalisation des travaux FEED (conception de l'ingénierie de base) pour le terminal d'exportation de gaz naturel liquéfié que se propose de construire **Golden Pass Products, LLC (GPP)**. Créée par des filiales de **Qatar Petroleum (QP)** et d'**ExxonMobil**, **Golden Pass LNG Terminal LLC** et **Golden Pass Pipeline LLC**, GPP avait soumis le 7 juillet une demande formelle à la **Federal Energy Regulatory Commission (FERC)** américaine en vue de l'approbation d'un projet de construction et d'exploitation d'installations de liquéfaction de gaz naturel (GNL) à son terminal de **Sabine Pass** (Texas – PGA du 16.7.2014, p. 27).

Les travaux FEED confiés à CB&I et Chiyoda portent sur un terminal d'une capacité de **15,6 millions de tonnes par an** de GNL (trois trains de 5,2 Mt/an chacun). Les deux sociétés avaient achevé avec succès les services pré-FEED et d'ingénierie nécessaires à la présentation de leur demande à la FERC. CB&I avait réalisé l'ingénierie et la construction du terminal existant d'importation de GNL, entré en service en 2010.

GPP a précisé que, lors de la phase FEED du projet, Golden Pass et ses contractants entreprendraient une nouvelle définition des composants techniques, conceptuels et des coûts des installations de liquéfaction et d'exportation. La décision finale d'investissement du projet, dont le coût est estimé à **\$10 milliards**, serait prise après l'approbation du gouvernement et des autres autorités concernées. La production de GNL débuterait en 2019.